

Unité départementale du Bas-Rhin
Equipe Centre
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 25/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/08/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAPPE

2 rue de Sète
67100 STRASBOURG

Références : 12146/GC/CE
Code AIOT : 0003012146

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/08/2023 dans l'établissement SAPPE implanté 2 rue de Sète - 67100 STRASBOURG. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre de l'action régionale de suivi des échéances suite aux mises en demeure du 21/12/2022.

De plus, lors de la période particulièrement sèche du mois de juin 2023, l'inspection a été destinataire de signalements répétés concernant l'envol de poussières de matières organiques. Une activité de stockage en vrac d'extrait de vinasse a débuté au printemps 2023. La forme pulvérulente de ce produit peut être à l'origine d'émission de poussières. Ce point est également abordé lors de cette visite.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAPPE
- 2 rue de Sète - 67100 STRASBOURG
- Code AIOT : 0003012146
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SAPPE (Société Anti-Pollution et Protection de l'Environnement) exploite un centre de regroupement, tri et transit de déchets dangereux et non dangereux au 2 rue de Sète à Strasbourg. L'établissement est autorisé par arrêté préfectoral du 12/09/2019.

Les installations qui le composent relèvent :

• de l'autorisation au titre des rubriques 3550 (stockage temporaire de déchets dangereux) et 2718 (installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux) pour 3 100 tonnes (3 000 tonnes de terres polluées et 100 tonnes de traverses de chemin de fer) ;

- de l'enregistrement au titre de la rubrique 2716-1 (transit de 2 400 m³ maximum de déchets non dangereux) ;
- et de la déclaration au titre des rubriques 2795-2 (lavage des cales des péniches : quantité d'eau mise en oeuvre de 5 m³/j), 2515-1b (concassage/criblage de déchets minéraux : puissance installée de 198 kW) et 2517-2 (stockage de déchets et matériaux inertes : 5 316 m² soit 6 000 m³ maximum).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suivi de mise en demeure, retombées de poussières

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	MED - demande d'autorisation	AP de Mise en Demeure du 21/12/2022, article 1	/	Suppression ou fermeture	1 mois
4	MED - respect de prescription - sécurité incendie	AP de Mise en Demeure du 21/12/2022, article 1	/	Amende	
6	MED - respect de prescription - surveillance	AP de Mise en Demeure du 21/12/2022, article 1	/	Amende	
7	propreté des installations et voiries de desserte	Arrêté Préfectoral du 12/09/2019, article 2.3.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
8	envols de poussières	Arrêté Préfectoral du 12/09/2019, articles 3.1.1 et 3.6.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
9	surveillance des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 12/09/2019, article 9.3.1.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	MED - respect de prescription - quantité de déchets	AP de Mise en Demeure du 21/12/2022, article 1	/	Sans objet
3	MED - respect de prescription - garanties financières	AP de Mise en Demeure du 21/12/2022, article 1	/	Sans objet
5	MED - respect de prescription - vanne de confinement	AP de Mise en Demeure du 21/12/2022, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Non-conformité :

- Rubrique 4801 :

Le dossier de demande d'autorisation environnementale relatif au stockage de coke n'a pas été déposé dans les délais impartis. Il apparaît que, contrairement à ce que l'exploitant avait annoncé dans son message du 22/03/2023, aucune démarche en vue de régulariser la situation n'a été initiée avant la visite. La mise en demeure n'a donc pas été respectée.

- Sécurité incendie :

Le tas de terre présent, lors de la dernière visite, sur l'aire devant être accessible en permanence par

les services de secours a été évacué. Toutefois, l'inspection constate un stockage de pneumatiques usagés sur cette aire. Une nouvelle fois, celle-ci n'est pas entièrement libre.

- Surveillance atmosphérique :

Une campagne de surveillance a été réalisée en mars 2023 mais la recherche des polluants listés dans l'arrêté portant autorisation n'a été réalisée qu'en juin 2023. Le délai de la mise en demeure de 3 mois n'a donc pas été respecté.

De plus, les résultats n'indiquent pas de valeur concernant le tétrachloroéthylène. La surveillance atmosphérique est donc incomplète.

- Propreté des installations :

Les mesures mises en place, dont l'exploitant ne peut justifier de l'exécution effective, sont visiblement insuffisantes au regard des quantités de poussières sèches présentes sur les sols et les murs des installations.

- Envois de poussières :

Les mesures mises en place, dont l'exploitant ne peut justifier de l'exécution effective, sont visiblement insuffisantes au regard des quantités de poussières sèches soulevées dans l'air lors du simple passage de véhicule.

- Retombées de poussières :

Les résultats des mesures n'ont été transmis qu'à la demande de l'inspection.

Deux points de prélèvement ont été déplacés par rapport à l'état initial de 2019 mais aucune justification de leur représentativité aux nouveaux emplacements n'est apportée.

Il est attendu que les commentaires visent les installations pour lesquelles la surveillance est prescrite.

L'inspection rappelle qu'en cas de réelle influence de la part de tiers, il convient de modifier les points de prélèvement.

Observations, questions :

La mise en demeure du 21/12/2022 est levée pour les points suivants :

- quantité maximale autorisée de déchets ;
- garanties financières ;
- vanne de confinement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : MED - demande d'autorisation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/12/2022, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Demande d'autorisation environnementale
Prescription contrôlée : La société SAPPE est mise en demeure de déposer, dans un délai de 6 mois, un dossier de demande d'autorisation de stockage de coke de pétrole visé par la rubrique 4801-1 situé au 2 rue de Sète à Strasbourg. (...)
Constats : Dans son message électronique du 22/03/2023, l'exploitant a indiqué à l'inspection que la constitution d'un dossier de demande d'autorisation pour le stockage de coke était en cours de réalisation. Le jour de la visite, aucun dossier n'ayant encore été transmis, l'exploitant précise que le dossier devrait être déposé au courant du mois de septembre. Suite à la visite, l'inspection a été contactée par le bureau d'étude sélectionné par l'exploitant. Il apparaît que la commande pour la réalisation du dossier de demande d'autorisation n'a pas encore été validée.

La mise en demeure n'a donc pas été respectée.
Le 13/09/2023, soit environ un mois après la visite et trois mois après l'échéance de la mise en demeure, l'exploitant a sollicité une prolongation du délai de mise en demeure jusqu'à la fin de l'année 2023. Dans cette demande, l'exploitant indique ne pas avoir été en capacité de gérer ce dossier alors qu'il indiquait dans son message du 22/03/2023 que le dossier était en cours de réalisation. Dans de telles conditions, l'inspection est très réservée sur la suite à donner à une telle demande qui pourrait s'analyser comme dilatoire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Suppression ou fermeture
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : MED - respect de prescription - quantité de déchets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/12/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Quantité maximale autorisée
Prescription contrôlée : La société SAPPE est mise en demeure, pour l'exploitation de ses installations situées 2 rue de Sète à 67100 Strasbourg de respecter, dans le délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions des articles 1.1.3, 1.3.2, 7.2.3.1, 7.3.2 et 9.3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 12/09/2019 susvisé, reprises ci-après : Article 1.1.3 : Les quantités maximales instantanées de chaque catégorie de déchet présent sur site sont : [...] Déchets non dangereux non inertes : 2 400 m ³ [...]
Constats : Dans son message électronique du 22/03/2023, l'exploitant a indiqué avoir évacué le surplus de déchets non dangereux non inertes constaté lors de la visite du 15/11/2022. Le jour de la visite, la quantité de déchets non dangereux non inertes présents sur le site est de 1900,940 tonnes. Considérant une densité de ces déchets allant de 1 à 2, le seuil des 2 400 m ³ n'est pas dépassé. La mise en demeure est donc levée sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : MED - respect de prescription - garanties financières

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/12/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Garanties financières
Prescription contrôlée : La société SAPPE est mise en demeure, pour l'exploitation de ses installations situées 2 rue de Sète à 67100 Strasbourg de respecter, dans le délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions des articles 1.1.3, 1.3.2, 7.2.3.1, 7.3.2 et 9.3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 12/09/2019 susvisé, reprises ci-après : (...)
Article 1.3.2 : Dès la mise en activité de l'installation, l'exploitant transmet au préfet un document attestant la constitution des garanties financières. [...]
Constats : Un acte de cautionnement solidaire a été transmis par l'exploitant le 22/03/2023. L'exploitant remplit donc ses obligations relatives à la constitution des garanties financières.

La mise en demeure peut être levée sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : MED - respect de prescription - sécurité incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/12/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité incendie
<p>Prescription contrôlée : La société SAPPE est mise en demeure, pour l'exploitation de ses installations situées 2 rue de Sète à 67100 Strasbourg de respecter, dans le délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions des articles 1.1.3, 1.3.2, 7.2.3.1, 7.3.2 et 9.3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 12/09/2019 susvisé, reprises ci-après : (...) Article 7.2.3.1 : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, en état de fonctionner et compatibles avec les matières présentes sur le site, notamment : [...] - une aire accessible en permanence permet également d'utiliser le bassin Gaston Haelling comme réserve incendie [...]</p>
<p>Constats : Dans son message électronique du 22/03/2023, l'exploitant a indiqué avoir évacué le tas de terre présent sur l'aire permettant aux services de secours d'utiliser le bassin Gaston Haelling comme réserve incendie. Lors de la visite, l'inspection a constaté que ce tas de terre a bien été retiré de cette zone. Toutefois, l'inspection constate la présence de pneumatiques usagés en lieu et place du tas de terre. L'exploitant a précisé qu'il s'agit d'un stockage temporaire. Il a également présenté le bon de commande pour leur évacuation dans les jours suivants la visite.</p> <p>La zone définie dans le dossier de demande d'autorisation (document : DAICPE SAPPE Strasbourg 16346 - page 283) n'est donc toujours pas accessible en permanence.</p> <p>La mise en demeure n'est pas respectée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Amende

N° 5 : MED - respect de prescription - vanne de confinement

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/12/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'incendie
<p>Prescription contrôlée : La société SAPPE est mise en demeure, pour l'exploitation de ses installations situées 2 rue de Sète à 67100 Strasbourg de respecter, dans le délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions des articles 1.1.3, 1.3.2, 7.2.3.1, 7.3.2 et 9.3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 12/09/2019 susvisé, reprises ci-après : (...) Article 7.3.2 : Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement [...] Les dispositifs correspondants sont [...] signalés [...]</p>
<p>Constats : Dans son message du 22/03/2023, l'exploitant a indiqué avoir signalé l'emplacement de la vanne de confinement par l'apposition d'un marquage rouge sur le mur situé à proximité immédiate. Lors de la visite, l'inspection constate l'effectivité de la mise en place de cette signalétique.</p>

La mise en demeure peut être levée pour ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : MED - respect de prescription - surveillance

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/12/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance atmosphérique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société SAPPE est mise en demeure, pour l'exploitation de ses installations situées 2 rue de Sète à 67100 Strasbourg de respecter, dans le délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions des articles 1.1.3, 1.3.2, 7.2.3.1, 7.3.2 et 9.3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 12/09/2019 susvisé, reprises ci-après :</p> <p>(...)</p> <p>Article 9.3.1.1 :</p> <p>[...]</p> <p>Un état initial est réalisé avant l'entrée de déchets sur le site. Après cet état initial et la première admission de terres polluées, les mesures sont semestrielles.</p> <p>Les paramètres de la surveillance sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le benzène (CAS 71-43-2) ; • le toluène, (CAS 108-88-3) ; • l'éthylbenzène, (CAS 100-41-4) ; • les xylènes (CAS 1330-20-7) ; • le tétrachloroéthylène, (CAS 127-18-4) ; • le trichloroéthylène, (CAS 79-01-6) ; • le chlorure de vinyle (CAS 75-01-4) ; • le benzo(a)pyrène, (CAS 50-32-8) ; • le naphthalène (CAS 91-20-3). <p>Constats :</p> <p>Dans son message du 22/03/2023, l'exploitant indique qu'une première campagne de surveillance est en cours de finalisation.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant précise qu'une deuxième campagne a été réalisée au mois de juin et que la troisième vient de débiter au 08/08/2023.</p> <p>Les résultats de la campagne de surveillance de mars 2023 ont été présentés. L'inspection constate que les polluants listés à l'article 9.3.1.1 de l'arrêté préfectoral 12/09/2019 n'ont pas été recherchés lors de cette campagne.</p> <p>Les résultats de la campagne de juin 2023 ont été transmis à l'inspection à la suite de la visite. L'inspection constate que le tétrachloroéthylène (CAS 127-18-4) n'a pas été mesuré lors de cette campagne. Les autres polluants ont été recherchés. Les analyses ont révélé la présence, en très faible quantité, de benzo(a)pyrène, de benzène et de toluène.</p> <p>La mise en demeure n'a donc pas été respectée, ni en termes de délai, ni en termes de complétude des éléments analysés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Amende

N° 7 : propreté des installations et voiries de desserte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2019, article 2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. (...)</p> <p>L'exploitant procède au nettoyage des roues des véhicules routiers susceptibles d'entraîner sur les</p>

voies de desserte des matières provenant de l'établissement.

Constats :

Lors de la visite, l'inspection constate la présence d'une pellicule de poussières de 1 à 3 mm environ sur les blocs en béton constituant les murs des espaces de stockage couverts, notamment ceux du box contenant les extraits de vinasse (produit faisant l'objet des signalements). Des amas de poussières, hauts de quelques centimètres, sont également présents de part et d'autre des murs extérieurs formant l'accès au box de stockage de ce sous-produit.

L'exploitant indique qu'un nettoyage est réalisé tous les soirs et que la poussière visible au moment de la visite est le résultat des chargements de camions effectués le matin même.

L'exploitant n'est toutefois pas en mesure de justifier de la réalisation des opérations de nettoyage : aucun suivi et aucune consigne n'ont pu être présentés.

Compte tenu des quantités de poussières présentes sur les murs et au sol, les mesures mises en place paraissent insuffisantes (cf : Photographie ci-dessous).



Concernant les véhicules routiers, l'exploitant indique qu'un nettoyage des roues est réalisé « en cas de besoin » à l'aide d'un jet d'eau au niveau du pont bascule.

Toutefois, aucun élément validant les déclarations de l'exploitant n'a pu être présenté.

L'exploitant a ajouté qu'il appartenait également aux transporteurs de s'assurer de la propreté des roues à la sortie de son établissement et que ces mesures étaient mentionnées dans les protocoles de chargement. Or, ceux présentés lors de la visite ne prévoient pas de disposition concernant le nettoyage des roues.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : envois de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2019, article 3.1.1 et 3.6.3

Thème(s) : Risques chroniques, Poussières

Prescription contrôlée :

Article 3.1.1 - Captation et canalisation

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de poussières et de matières diverses provenant de la circulation d'engins, du stockage et du transport de produits dans l'installation.

En référence au dossier de demande d'autorisation, il n'y a pas de rejet canalisé.

Article 3.6.3 - Envois de poussières

L'exploitant procède en période sèche à un abattage des émissions diffuses de poussières par aspersion d'eau ou par tout moyen d'efficacité équivalente.

Les voiries (routes et pistes) sont humidifiées en cas de temps sec pour éviter l'envol de poussières. L'exploitant définit au sein d'une consigne interne communiquée au personnel les modes opératoires permettant de limiter les émissions diffuses de poussières.

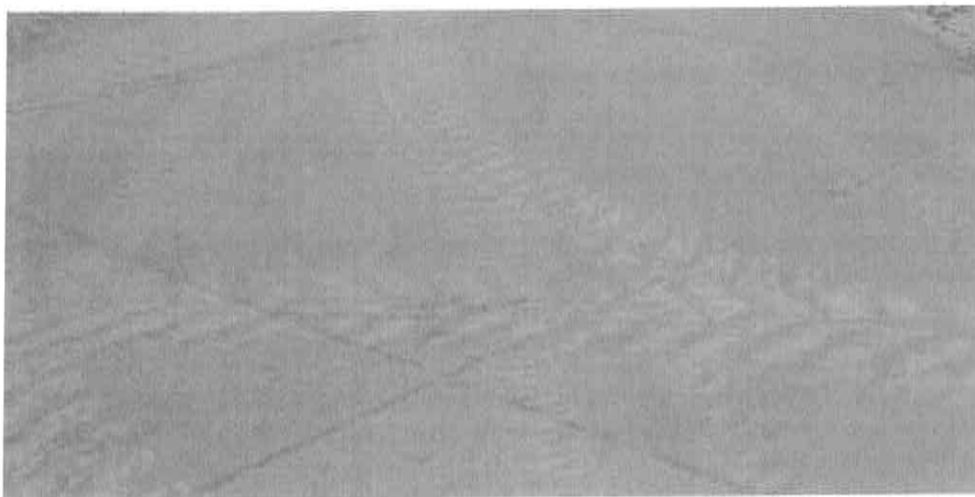
Les émissions de poussières font l'objet d'une surveillance environnementale définie au titre 9, article 9.3.1 du présent arrêté.

Constats :

L'exploitant indique que le site est balayé tous les soirs à l'aide d'une balayeuse pousseuse et d'une ramasseuse.

Toutefois, aucun justificatif de la réalisation des opérations de nettoyage n'a pu être présenté : ni document de suivi, ni consigne.

Lors de la visite, l'inspection a constaté, dans la poussière sèche recouvrant les sols extérieurs du site, la présence de traces de passage de véhicules, d'engins de chantier et de la balayeuse pousseuse mais pas de trace de la ramasseuse (cf : photographie ci-dessous).



L'inspection a également constaté qu'au courant de la visite, la circulation d'un camion sur les pistes à l'intérieur du site a généré un nuage de poussières (cf : photographie ci-dessous).



L'exploitant dispose d'un système d'arrosage de type tourniquet pour humidifier les pistes, mais l'inspection constate que ce dispositif n'est pas en fonctionnement au moment de la visite alors que les sols sont secs.

L'exploitant n'est pas en mesure de présenter de consignes communiquées au personnel pour limiter les envois de poussières.

Compte tenu des quantités de poussières présentes au sol et soulevées par le passage d'un camion à faible allure lors de la visite, il apparaît que les mesures mises en place par l'exploitant sont insuffisantes.

Concernant plus particulièrement les opérations de chargement/déchargement d'extraits de vinasse, l'exploitant indique avoir essayé un dispositif de brumisation pour abattre les poussières. Cependant, ce système n'aurait pas été efficace. L'exploitant a précisé s'orienter vers un brumisateur mobile et orientable. Il indique que celui-ci devrait pouvoir être installé à partir du mois d'octobre.

L'inspection émet des doutes quant à l'efficacité d'un tel système d'abattage des poussières au regard des caractéristiques et du mode de manutention de ce produit, notamment lors des opérations de chargement. Il s'agit d'un produit pulvérulent dont la granulométrie est très fine. Il est très volatil lorsqu'il est sec (il est à noter qu'il est stocké dans un box couvert). Les camions-bennes sont chargés en extérieur par un engin équipé d'un godet. Celui-ci est vidé au-dessus des bennes, entraînant ainsi une chute en pluie. Ce type de manutention de matières pulvérulentes est générateur de grandes quantités de poussières.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : surveillance des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2019, article 9.3.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Poussières

Prescription contrôlée :

Des prélèvements et mesures trimestriels des retombées de poussières sont effectués depuis des emplacements à la représentativité justifiée.

Les résultats commentés de la surveillance sont transmis à l'inspection des installations classées dès réception des résultats.

Au terme de trois années de surveillance, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un bilan commenté des résultats obtenus sur la période avec des propositions sur la poursuite de la surveillance.

Constats :

Le rapport du 28/04/2023 relatif à la campagne réalisée au moins de mars 2023 a été remis à l'inspection lors de la visite et non dès réception des résultats.

Le rapport du 21/08/2023 relatif à la campagne réalisée au mois de juin 2023 a été transmis à la demande de l'inspection à la suite de la visite.

L'inspection rappelle que les résultats commentés doivent lui être transmis dès leur réception.

L'inspection note une importante augmentation des retombées de poussières entre mars et juin 2023 : notamment aux points 2 et 3 où les retombées de poussières passent respectivement de 124 à 890 mg/m²/j et de 179 à 1 719 mg/m²/j.

La valeur de référence utilisée, dans les rapports, à titre de comparaison est 350 mg/m²/j (limite de pollution importante selon la norme allemande). Il convient de préciser que la valeur maximale de retombées permise en France est celle imposée aux carrières. Celle-ci s'élève à 500 mg/m²/j.

Le prestataire ayant effectué les deux campagnes indique, au regard des dépassements de la valeur de référence au cours de la campagne de juin, que les dépassements sont partiellement liés à l'entreprise voisine de traitement de déchets métalliques. Ce commentaire est difficilement compréhensible du fait que les activités de cette entreprise ne sont pas réputées génératrices de poussières. L'inspection tient à rappeler que la représentativité des points de prélèvements doit être justifiée.

Si les retombées de poussières sont impactées par des tiers, il convient alors de réétudier et, le cas échéant, de modifier l'emplacement des points de prélèvement. L'inspection note également un

déplacement des points de prélèvement n°1 (de 35 mètres environ au nord-nord-est) et n°2 (de 50 mètres environ au nord-nord-ouest) les éloignant légèrement des vents dominants par rapport à l'état initial de 2019. Aucune justification n'est apportée concernant la représentativité de ces points de prélèvement déplacés.

Enfin, l'inspection constate que les rapports, notamment celui de la campagne de juin, ne tiennent pas compte des activités réalisées sur le site : le stockage d'extraits de vinasse, dont la manutention génère une quantité non négligeable de poussières, a débuté au printemps 2023. Compte tenu de ce qui précède, il apparaît que l'augmentation des retombées de poussières est plus influencée par la nouvelle activité réalisée sur le site que par l'impact des tiers.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

